



Éléments de politique : L'influence de l'argent dans les affaires étrangères américaines. Le cas de l'Irak, de la Libye, de la Syrie et de l'Iran

Par [Prof. Rodrigue Tremblay](#)

Mondialisation.ca, 15 janvier 2018

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [IRAK](#), [L'IRAN](#), [SYRIE](#)

« Je suis guidé par une mission divine. Dieu m'a dit : « George, va combattre ces terroristes en Afghanistan ». Et je l'ai fait. — Et ensuite Dieu m'a dit 'George, va et mets fin à la tyrannie en Irak'. Et je l'ai fait. »

George W. Bush (1946-), président républicain américain, propos tenus lors d'une rencontre avec une délégation palestinienne en juillet 2003, lors du sommet israélo-palestinien à la station balnéaire égyptienne de Charm el-Cheikh.

« Ils [le président George W. Bush et le vice-président Dick Cheney] ont menti ... Ils ont dit qu'il y avait des armes de destruction massive [en Irak]. Il n'y en avait pas. Et ils savaient qu'il n'y en avait pas. Il n'y avait pas d'armes de destruction massive.

— Nous [les États-Unis d'Amérique] avons dépensé \$ 2000 milliards de dollars, perdu des milliers de vies. ... De toute évidence, ce fut une erreur ... George W. Bush a fait une erreur. Nous pouvons faire des erreurs. Mais celle-là fut toute une beauté. Nous n'aurions jamais du aller en Irak. Nous avons déstabilisé le Moyen-Orient. »

Donald Trump (1946-), président républicain américain, propos tenus au cours d'un débat présidentiel du parti républicain sur la chaîne CBS, le samedi 13 février, 2016.

« Je connais bien les États-Unis d'Amérique, l'Amérique est une chose que vous pouvez déplacer très facilement, et la déplacer dans la bonne direction. Ils ne nous gêneront pas. »

Benyamin Nétanyahou (1949-), actuel Premier ministre israélien, propos tenus sur vidéo, en 2001, en s'adressant à des colons israéliens.

[Dans la foulée des attentats du 11 septembre 2001, on m'a montré] *« un document qui décrivait comment nous [États-Unis] projetions d'envahir sept pays en cinq ans, en commençant par l'Irak, puis la Syrie, le Liban, la Libye, la Somalie, le Soudan et, pour finir, l'Iran. »*

Le général étasunien Wesley Clark (1944-), lors d'une entrevue vidéo le mardi 2 mars 2007, avec la journaliste Amy Goodman.

 Tout comme le président républicain [George W. Bush](#) inventa le prétexte des « armes

de destruction massive », en 2003, pour tromper les Américains et le reste du monde pour justifier une invasion militaire de l'Irak, Donald Trump, aujourd'hui, semble vouloir suivre ses traces. En effet, Trump semble être à la recherche d'un prétexte pour justifier une autre confrontation militaire au Moyen-Orient, cette fois-ci contre l'Iran. George W. Bush avait même dit à l'époque que c'était sa **religion** qui l'avait poussé à intervenir militairement en Irak quand il avait affirmé, dans une envolée toute empreinte d'illusion hallucinante, à l'été 2003, que « [Dieu] *m'a dit de mettre fin à la tyrannie en Irak.* »

Aujourd'hui, un autre président républicain américain, Donald Trump, semble se croire lui aussi en mission, soit celle d'attaquer un autre pays, en violation du droit international. Cette fois-ci, la cible de ses méchantes **insultes quotidiennes** est l'Iran, un pays dirigé par des **théocrates**, aux prises avec de sérieux problèmes intérieurs, tant économiques que politiques. Ce n'est pas d'hier que Donald Trump fait des déclarations incendiaires concernant les affaires intérieures de ce pays, dans l'espoir de provoquer une réponse et de justifier ainsi une agression militaire.

Donald Trump : « *Nous n'aurions jamais dû être en Irak* ».

Ce qui se passe présentement est d'autant plus étonnant et irréel que lors de la dernière campagne présidentielle américaine, le candidat Donald Trump a ouvertement accusé George W. Bush d'avoir **menti pour envahir l'Irak**, ajoutant lors d'un débat présidentiel sur la chaîne CBS, le samedi 13 février, 2016, « *Nous n'aurions jamais dû être en Irak, nous avons déstabilisé le Moyen-Orient* ». Donald Trump souffre-t-il d'amnésie ou est-il simplement incohérent dans ses pensées ?

En réalité, malgré la propagande néoconservatrice contraire, en envahissant l'Irak, le gouvernement étasunien de George W. Bush et de Dick Cheney a profondément **déstabilisé** le Moyen-Orient, et ces deux politiciens ont causé la mort de centaines de milliers de personnes, hommes, femmes et enfants, et ils ont créé des millions de réfugiés, dont beaucoup d'entre eux se sont dirigés vers l'Europe. Mais peut-être encore plus dérangeant, d'un point de vue américain ou israélien, l'invasion militaire américaine de 2003 en Irak a considérablement augmenté l'influence géopolitique de l'Iran chiite dans la région, après la chute du gouvernement sunnite de Saddam Hussein (1937-2006) et l'intronisation d'un gouvernement chiite à sa place.

C'est là une constatation que j'ai faite dans mon livre sur la guerre en Irak, ***Le Nouvel empire américain***. J'y déplorais non seulement l'illégalité d'une telle invasion militaire d'un pays souverain, en violation flagrante de la Charte des Nations Unies, mais aussi la sagesse d'une telle décision, puisque l'Iran allait sans doute profiter énormément de l'arrivée d'un gouvernement chiite à Bagdad... et c'est ce qui arriva.

Ce qui surprend, c'est que les deux présidents républicains étasuniens, George W. Bush et Donald Trump, ont reçu le même soutien financier et politique enthousiaste des mêmes ultra **riches donateurs sionistes** américains et celui des **chrétiens évangéliques** américains, bien que le soutien accordé à Bush fut plus important que celui dévolu à Trump aujourd'hui, parce que la toile de fond en 2002-2003 était celle des attentats du 11 septembre 2001. Aujourd'hui, en effet, Donald Trump est non seulement un **président anormal**; il est aussi un **président minoritaire** qui n'est guère soutenu par plus d'un tiers des Américains.

L'influence de l'argent est de plus en plus roi dans la politique étrangère des

États-Unis, notamment en ce qui concerne le Moyen-Orient

De nos jours, l'argent parle fort dans la politique américaine, et le gros argent parle encore plus fort. Cela est en partie dû à une décision controversée d'une Cour Suprême américaine partisane, rendue à 5 contre 4 en [janvier 2010](#), dans laquelle elle faisait connaître son idéologie anti-démocratique, à savoir que « *l'argent est une forme d'expression* » dont il ne faut pas limiter indument l'influence lors d'une élection.

On a eu une idée de l'influence des contributions électorales de certains [ultra riches donateurs](#) (nommés « mégadonateurs »), lors de la course présidentielle du parti Républicain, en 2016. En effet, plus d'une douzaine de candidats à l'investiture de ce parti à la présidence américaine, Donald Trump en tête, ont promis à l'unisson de déplacer l'ambassade américaine en Israël, de Tel-Aviv à Jérusalem, en plus de promettre, s'ils étaient élus, de téléphoner au Premier ministre israélien [Benjamin Nétanyahou](#) lors de leur première journée passée à la Maison Blanche.

En date d'aujourd'hui, Donald Trump a déjà remboursé une partie de sa [dette politique](#) envers ses gros donateurs lorsqu'il a annoncé, en décembre dernier, sa volonté de déplacer l'ambassade américaine de Tel-Aviv à Jérusalem. Mais même avant son investiture le 20 janvier 2017, l'entourage de Trump est intervenu activement en faveur d'un gouvernement étranger, le gouvernement israélien, auprès des Nations Unies.

Une telle soumission des politiciens américains aux vœux des méga contributeurs politiques peut expliquer, en partie du moins, pourquoi les États-Unis ont l'un des taux de participation électorale les [plus bas](#) parmi les démocraties mondiales modernes. Lors de l'élection présidentielle américaine de novembre 2016, par exemple, un peu moins de 56 % des citoyens ayant le droit de vote s'en sont prévalu, soit un creux depuis 20 ans. Selon le Centre de recherche Pew, parmi les 35 pays hautement développés de l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE), les États-Unis se classent au 28ème rang en ce qui concerne le taux de participation à de récentes élections nationales. Par exemple, les taux de participation électorale en Belgique (87 %), en Suède (83 %) ou au Danemark (80 %) ont été beaucoup plus élevés.

À cause justement de l'influence exagérée de l'argent dans la politique américaine et parce que les [lobbies pro-israéliens](#) font partie des [donateurs politiques](#) les plus importants, la politique américaine au Moyen-Orient est de plus en plus biaisée en faveur du gouvernement israélien et elle tend à refléter les *désidératas* des lobbies pro-israéliens. Il semble *de facto* exister une sorte d'axe américano-israélien au Moyen-Orient, auquel se joint de plus en plus l'Arabie saoudite.

En effet, il est impossible de comprendre ce qui se passe dans cette partie du monde depuis des décennies, avec son cortège de guerres, de destructions, de réfugiés et de morts, sans tenir compte de l'influence écrasante de cet axe qui dépasse les lignes partisanes à Washington. D.C. [Dans un discours pendant la primaire démocrate en Pennsylvanie, en avril 2008, alors qu'elle était candidate à la présidentielle, Hillary Clinton a déclaré: « *Si je suis élue présidente, nous allons attaquer l'Iran ... Nous serons en mesure de les rayer complètement de la carte!* »]

Une opération conjointe américano-israélienne contre l'Iran semble présentement en cours

Lorsque le gouvernement américain souhaite déstabiliser un gouvernement étranger et créer les conditions pour un changement de régime, il faut être à l'affût d'une **opération sous fausse bannière** ('*false flag*', en anglais), laquelle a de fortes chances d'être l'œuvre d'organisations de renseignement ou celle d'opérations spéciales étrangères. Il existe, en effet, des organisations plus ou moins secrètes, bien financées, et dont la mission première consiste à déstabiliser politiquement des pays jugés hostiles, en prétendant vouloir, non sans une certaine **hypocrisie**, défendre les droits humains.

☒ Comme l'a révélé le **général étasunien Wesley Clark** (1944-) en 2007 (voir la citation ci-dessus), l'Iran est le dernier pays visé sur une longue liste de pays que le gouvernement américain a dans sa mire. Le fait que des médias superficiels n'osent pas informer leurs lecteurs ou leurs auditeurs de l'existence de tels programmes, pourtant bien connus, n'est rien de moins qu'un scandale journalistique.

Un tel programme de changement de régime cadre bien avec le « **plan stratégique américano-israélien** » contre l'Iran qui a récemment été dévoilé. C'est, en effet, une grande coïncidence que les troubles les plus importants observés en Iran depuis 2009 arrivent juste après la conclusion d'un tel accord entre les États-Unis et Israël (assistés de l'Arabie saoudite), pour déstabiliser l'Iran. En effet, dans leurs relations avec l'Iran, les États-Unis et Israël semblent agir comme une seule entité politique.

Cela pourrait aussi expliquer pourquoi le président Donald Trump, contre toute logique, insiste pour déclarer que le gouvernement iranien est en violation de l'**Accord sur le nucléaire iranien**, même si l'ONU et les cinq autres pays signataires (Chine, France, Russie, Royaume-Uni et Allemagne) sont tous d'accord pour dire que l'Iran respecte l'entente. Le 12 janvier dernier, Trump a renouvelé ses accusations contre l'Iran Deal, sans toutefois retirer son pays de l'accord, mais en ajoutant de nouvelles **conditions et sanctions économiques** contre l'Iran, un acte qui est, en soi, une violation de l'accord. Le seul gouvernement qui viole l'Iran Deal est le gouvernement de Donald Trump, pas le gouvernement iranien.

En ce qui concerne l'Iran, Donald Trump semble avoir fait sien le programme néoconservateur qui existe depuis longtemps à l'intérieur du gouvernement étasunien, pour soumettre ce dernier pays au même plan global de déstabilisation, lequel a été mis en œuvre avec succès contre l'**Irak** en 2003, contre la **Libye** en 2011 et contre la **Syrie** en 2013, sans oublier bien sûr le coup d'État fomenté en **Ukraine** en 2014.



Peu importe qui siège à la Maison Blanche ou quel parti politique contrôle le Congrès américain, à un moment donné, les mêmes forces politiques sont à l'œuvre, c'est toujours la même **politique étrangère américaine** inspirée des néocons qui domine au Moyen-Orient. Barack Obama était quelque peu hésitant à appliquer les mêmes politiques qu'un George W. Bush ou qu'un Donald Trump. Toutefois, les résultats sont toujours les mêmes : des gouvernements sont renversés et des gens sont tués.

Conclusion

En matière de politique étrangère comme dans d'autres domaines, le gouvernement de Donald Trump va de l'avant avec des politiques douteuses et improvisées sans prendre en considération toutes les conséquences. Les crises viendront plus tard.

Le Prof. Rodrigue Tremblay est professeur émérite d'économie à l'Université de Montréal et un ancien ministre dans le gouvernement québécois.

On peut le contacter à l'adresse suivante : rodrigue.tremblay1@gmail.com.

Il est l'auteur du livre « [Le nouvel empire américain](#) » et du livre « [Le Code pour une éthique globale](#) ».

Prière de visiter son blogue en plusieurs langues à l'adresse suivante : <http://www.thenewamericanempire.com/blog.htm>.

Site Internet de l'auteur : <http://www.thenewamericanempire.com/>

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Prof Rodrigue Tremblay](#), Mondialisation.ca, 2018

Articles Par : **[Prof Rodrigue Tremblay](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca